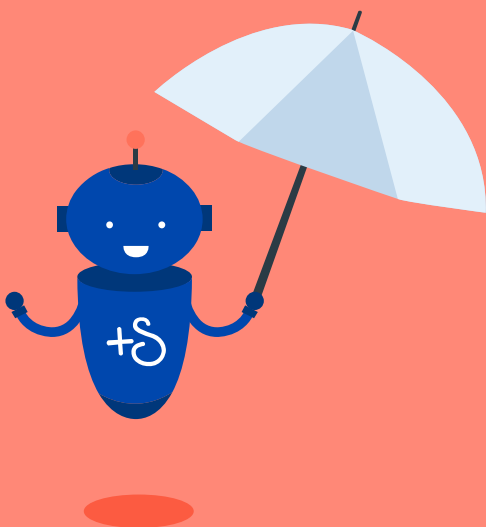


+Simple

Assurance Protection Juridique Vie Professionnelle

MADP-PJ-CG_202102

Gestion des contrats confiée au :
GIE CIVIS
90 Avenue de Flandre – 75009 PARIS
Numéro à contacter : 01.53.26.89.92
Du lundi au samedi de 8h00 à 20h00





MUTUELLE D'ASSURANCE DES PROFESSIONNELS
www.madp.fr

1.	LEXIQUE	5
2.	LES GARANTIES	7
2.1	- Renseignements juridiques et aide à la résolution des litiges	7
2.1.1	- Renseignements juridiques	7
2.1.2	- Aide à la résolution des litiges en phase amiable et en phase judiciaire	7
2.2	- Domaines d'intervention	7
2.2.1	- Evénements couverts	7
2.2.2	- Cas particuliers	8
2.2.3	- Exclusions	8
3.	L'ACCES AUX GARANTIES	10
3.1	- Déclaration	10
3.2	- Libre choix de l'avocat	10
3.3	- Modalités de prise en charge financière	10
3.3.1	- Honoraires	10
3.3.2	- Prestations exclues	10
3.3.3	- Divergence d'opinion	11
3.3.4	- Subrogation	12
3.3.5	- Informatique et liberté	12
4.	VIE DU CONTRAT	14
4.1	- Article 1 – La naissance, la durée de votre contrat	14
4.1.1	- Date d'effet	14
4.1.2	- Durée	14
4.2	- Article 2 – Les possibilités de mettre fin à votre contrat	14
4.2.1	- Par vous et par nous :	14
4.2.2	- Par vous :	14
4.2.3	- Par nous :	14
4.2.4	- Par les parties concernées :	15
4.2.5	- De plein droit :	15
4.3	- Article 3 – Les modalités de résiliation de votre contrat	15
4.3.1	- Formalisation de la décision de résilier	15
4.3.2	- Remboursement de la cotisation – Indemnité de résiliation	15
4.4	- Article 4 – Transfert de propriété	15
4.5	- Article 5 – Prescription	16
4.6	- Article 6 – La situation géographique de vos garanties	17
4.7	- Article 7 – Vos déclarations à la souscription et en cours de contrat	18
4.7.1	- Lors de la souscription du contrat	18
4.7.2	- En cours de contrat	18
4.7.3	- Autres assurances	18
4.7.4	- Absences ou déclarations erronées – les conséquences	18
4.8	- Article 8 – Votre cotisation : modalités de paiement	19
4.9	- Article 9 – L'actualisation des garanties et des cotisations de votre contrat	19
4.9.1	- Indexation	19
4.9.2	- Actualisation technique des bases de cotisation	19

Assurance Protection Juridique Vie Professionnelle.

INTRODUCTION

Vous venez de souscrire un contrat d'Assurance MADP PROTECTION JURIDIQUE PROFESSIONNELLE.

Nous vous remercions de votre confiance.

Votre contrat se compose des Conditions Générales et des Conditions Particulières et d'un tableau des seuils et plafonds de garantie protection juridique.
Les Conditions Générales présentent l'ensemble des garanties proposées, décrivent leur étendue et fonctionnement.

Les présentes Conditions Générales sont référencées PJ-CG_202102 et viennent préciser les Conditions Particulières délivrées à la souscription et les Avenants établis postérieurement et signés par vous et par nous.

Nous sommes soumis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 61, rue Taitbout 75009 PARIS

Pour vous prévaloir des garanties de ce contrat, il est nécessaire que vous soyez en possession des Conditions Particulières signées par vous et par la MADP. Elles constituent la preuve de l'existence et de la validité du contrat.

En application du Code des Assurances, la gestion technique de cette garantie est confiée au :

GIE CIVIS – 90, avenue de Flandre – 75019 PARIS.

1. LEXIQUE

SOUSCRIPTEUR

La personne physique ou morale désignée sous cette rubrique aux Conditions Particulières, c'est-à-dire celle qui s'est engagée au paiement des cotisations.

VOUS

L'assuré, la personne physique ou morale désignée comme souscripteur aux Conditions Particulières. Si l'assuré est une personne morale, sont désignés comme assurés :

- Les représentants légaux dans l'exercice de leurs fonctions y compris le chef d'entreprise,
- Les dirigeants bénéficiant d'une délégation de pouvoir dans l'exercice de leurs fonctions sous réserve qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts avec la personne morale désignée aux Conditions Particulières ou ses représentants légaux,
- La SCI propriétaire du local professionnel, dont le « Chef d'entreprise » est propriétaire des parts, et uniquement à l'égard des litiges se rapportant au local professionnel,
- Les salariés du souscripteur dans le cadre des événements visés au chapitre « Protection de vos salariés ».

CHEF D'ENTREPRISE

La personne physique investie des pouvoirs de direction et de gestion de l'entreprise assurée.

LOCAUX PROFESSIONNELS GARANTIS

Tous les biens immobiliers utilisés pour l'activité professionnelle garantie et dont l'adresse est indiquée aux Conditions Particulières.

NOUS

La MADP ASSURANCES et son gestionnaire de sinistres, le GIE CIVIS.

ACTIVITE PROFESSIONNELLE GARANTIE

La ou les activités professionnelles déclarées aux Conditions Particulières.

ANNÉE D'ASSURANCE

Période s'étendant de la date d'effet d'une garantie à l'échéance annuelle des cotisations, puis entre deux échéances annuelles.

ÉCHÉANCE DES COTISATIONS

On distingue :

- L'échéance annuelle, date à laquelle le souscripteur doit payer sa cotisation.
- Les échéances intermédiaires, dates de paiement des échéances de la cotisation en cas de paiement fractionné.

INDICE

Indice des prix à la consommation – ensemble des ménages – France entière (métropole et DOM) – autres biens et services (base 139,51 : 07/2015) établi et publié par l'INSEE.

DELAI DE CARENCE

Période pendant laquelle la garantie ne joue pas. Le fait générateur du litige doit être porté à votre connaissance après l'expiration du délai de carence.

FAIT GÉNÉRATEUR DU LITIGE

Événement qui provoque, soit votre réclamation auprès du tiers, soit la réclamation du tiers à votre encontre quelle que soit la forme de celle-ci : orale, écrite, amiable ou judiciaire.

LITIGE

Situation conflictuelle qui vous oppose à un tiers, survenant dans le cadre de l'activité professionnelle assurée à la suite d'un fait générateur survenu pendant cette même période.

SINISTRE

A l'occasion d'un litige garanti par le contrat :

- Refus que vous opposez à la réclamation que présente un tiers,
- Refus que le tiers oppose à la réclamation que vous lui présentez,
- Citation en justice qui vous est délivrée à l'occasion d'un litige garanti par le contrat.

TIERS

Personnes physiques ou morales, responsables de vos dommages ou qui contestent l'un de vos droits. Le tiers ne doit jamais avoir la qualité d'assuré. Nous intervenons contre les tiers identifiés dont vous connaissez le domicile.

PERIODE DE GARANTIE

Laps de temps qui court de la date d'effet de votre contrat à la date de sa résiliation ou de sa suspension.

2. LES GARANTIES

2.1 - Renseignements juridiques et aide à la résolution des litiges

2.1.1 - Renseignements juridiques

Pour toute question juridique ou difficulté juridique, nous vous renseignons sur vos droits et obligations.

Vous pouvez nous contacter au 01.53.26.89.92 du lundi au samedi de 8h00 à 20h00 (excepté les jours fériés).

Une bibliothèque digitale est également disponible à partir du site internet MADP www.madp.fr ou celui de CIVIS www.civis.fr

2.1.2 - Aide à la résolution des litiges en phase amiable et en phase judiciaire

Nous vous garantissons la mise en œuvre des moyens nécessaires à la sauvegarde de vos droits et intérêts en cas de sinistre survenant pendant la période de garantie, à l'occasion d'un litige garanti, à condition qu'il vous oppose à un tiers identifié dont vous connaissez le domicile.

Nous ne prenons en charge aucun honoraire d'avocat en cours de discussion amiable, sauf si le tiers est représenté par un avocat. Dans ce cas, nous vous proposerons de saisir un avocat (article L 127-2-3 du Code des Assurances). Vous disposerez du libre choix de votre avocat dans les conditions indiquées au chapitre 2.2. Ses frais et honoraires seront pris en charge dans les conditions définies par le tableau figurant dans l'annexe « Tableau des seuils et plafonds des garanties Protection Juridique ».

2.2 - Domaines d'intervention

Nous intervenons :

En défense :

- Lorsqu'un tiers vous présente une réclamation,
- Lorsque vous êtes cité devant une juridiction répressive ou cité devant une commission administrative à la suite d'une infraction,
- Lorsque vous êtes attrait devant une juridiction.

En recours :

- Lorsque vous entendez obtenir réparation d'un préjudice,
- Lorsque vous êtes fondé à poursuivre l'exécution d'une obligation née à votre profit.

La garantie s'applique dans le cadre des litiges suivants.

2.2.1 - Evénements couverts

La garantie s'applique notamment en cas de litiges :

- 1) D'ordre professionnel tels que ceux qui vous opposent à votre Ordre et relatifs à des questions déontologiques,
- 2) Avec vos préposés, pour des questions relatives au droit du travail et aux conventions collectives,
- 3) Vous opposant à vos fournisseurs, prestataires de services et clients,
- 4) Vous opposant à votre bailleur pour vos locaux et dépendances à usage professionnel,
- 5) Vous opposant aux administrations, y compris l'administration fiscale, lorsque vous faites l'objet d'une proposition de rectification à conditions que vous ayez effectué de bonne foi vos déclarations fiscales.

2.2.2 - Cas particuliers

2.2.2.1 - Assistance fiscale

La garantie est étendue lorsque vous faites l'objet, pendant la période de validité de la garantie, d'une notification d'un avis de vérification de comptabilité émanant de l'Administration des Impôts et concernant l'impôt sur les bénéfices professionnels.

Nous intervenons alors exclusivement pour acquitter directement à votre Conseil, ses frais et honoraires relatifs à cette vérification dans les conditions définies par le tableau figurant dans l'annexe « Tableau des seuils et plafonds des garanties Protection Juridique ». vous disposez du libre choix de votre conseil dans les conditions définies au chapitre 3.2.

Cette garantie cesse de plein droit d'être acquise si la procédure de vérification engagée révèle une fraude caractérisée de votre part. Nous serions alors fondés à vous demander le remboursement des sommes que nous aurions déjà réglées.

2.2.2.2 - Litiges relatifs à l'acquisition

La garantie vous bénéficie pour les litiges pouvant découler de l'acquisition de l'officine de pharmacie, du laboratoire d'analyses médicales, du fonds ou du cabinet assuré, **sous réserve d'un délai de carence de six mois s'appliquant aux litiges pouvant vous opposer au personnel en place lors de votre acquisition.**

2.2.2.3 - Protection de vos salariés

La garantie est étendue aux salariés du souscripteur au titre des actes ou des faits qu'ils accomplissent ou subissent en exécution de leur contrat de travail :

- Défense pénale : en cas de poursuite en qualité d'auteur, de co-auteur ou de complice d'une infraction pénale résultant d'une maladresse, imprudence, négligence, inattention, méconnaissance ou inobservation des lois et règlements, d'un manque de précaution ou d'une abstention fautive, à l'exclusion de tout fait constitutif d'une faute personnelle et / ou intentionnelle.
- Violences volontaires : exercice du recours du salarié suite à sa plainte contre un tiers auteur à son encontre de violences volontaires infligées dans l'exercice de ses fonctions professionnelles, lui ayant causé une incapacité totale inférieure, égale ou supérieure à huit jours.
- Recours matériel : exercice du recours du salarié suite à son préjudice matériel causé par un fait accidentel (fait ne résultant pas de l'inexécution ou de la mauvaise exécution d'un relation contractuelle), imputable à un tiers.

Les salariés du souscripteur ne sont pas tiers entre eux.

2.2.3 - Exclusions

Ne sont pas garantis :

- **Les litiges résultant de faits générateurs nés antérieurement à la période de garantie, sauf si vous établissez que vous vous êtes trouvé dans l'impossibilité d'en avoir eu connaissance avant, ainsi que ceux qui se révèlent postérieurement à cette période.**
- **Toute action découlant d'un fait intentionnel ou dolosif de votre part.**
- **Les infractions passibles de la procédure des amendes forfaitaires.**
- **Les litiges relatifs à des immeubles non garantis par ce contrat.**
- **Les litiges nés d'opérations de construction, restauration ou réhabilitation immobilière soumises à délivrance d'un permis de construire, de démolir ou lorsqu'ils sont soumis à l'obligation d'assurance édictée par l'article L 242-1 du Code des Assurances lorsqu'ils surviennent dans les trois premières années suivant la prise d'effet du présent contrat.**

- Les litiges consécutifs à un accident résultant de l'utilisation par l'assuré d'un véhicule terrestre à moteur autre qu'un véhicule affecté au transport en commun ou mettant en cause l'assuré en tant que détenteur ou propriétaire d'un tel véhicule.
- Toute action ou réclamation mettant en cause votre responsabilité civile lorsque celle-ci est garantie ou aurait dû l'être en exécution d'une obligation légale d'assurance. Néanmoins, si la défense de vos intérêts apparaît en contradiction avec celle de votre assureur, l'exercice de l'action reconventionnelle ou personnelle, est garanti. Toutefois, ne sont jamais prises en charge les indemnités qui pourraient être accordées à un tiers.
- Les litiges en matière douanière.
- Les litiges relatifs à la protection des brevets, marques et droits d'auteur.
- Les litiges résultant d'une activité qui ne peut être rattachée à celle de la profession garantie par ce contrat.
- Toute action se rapportant au droit et à l'état des personnes.
- Les litiges relatifs à la défense d'intérêts de tiers ou d'intérêts qui vous ont été transférés par cession de droit litigieux, subrogation ou du fait d'une caution ou relatifs à la détention de parts ou d'actions, ou nés de l'application des statuts d'une société.
- Les litiges consécutifs à l'autorisation de création ou de transfert de l'officine assurée.
- Les litiges résultant d'une résistance ou de revendication de votre part juridiquement insoutenables.
- Aux conflits collectifs du travail.

3. L'ACCES AUX GARANTIES

3.1 - Déclaration

Toute déclaration de sinistre doit être adressée au GIE CIVIS mandaté pour la gestion de vos dossiers :

- Par courrier 90, rue de Flandre – 75019 PARIS
- Par télécopie : 01.26.35.36.34
- Par mail : giecivis@civis.fr
- Site internet MADP www.madp.fr ou celui de CIVIS www.civis.fr

La déclaration du litige doit être effectuée par écrit, dès que vous avez un sinistre, c'est-à-dire :

- Dès que vous êtes informé du refus opposé par le tiers à votre réclamation,
- Si vous refusez la réclamation présentée contre vous par le tiers,
- Si vous recevez une citation en justice.

Afin de défendre au mieux vos intérêts, nous vous recommandons de déclarer votre différend au plus tôt, sans attendre un refus formalisé.

Ni nous, ni le GIE CIVIS ne pourront être tenus pour responsables des conséquences du retard apporté dans la déclaration ou dans la communication des renseignements, documents et justificatifs nécessaires à votre défense.

Cependant, pour bénéficier d'une prise en charge financière des frais de justice tout au long de votre dossier et quelle que soit la nature de la dépense envisagée (frais d'expertise amiable ou judiciaire, avocat, etc.) vous devez recueillir notre accord écrit préalable avant qu'elle ne soit engagée, sauf si vous pouvez justifier d'une situation d'urgence avérée.

3.2 - Libre choix de l'avocat

Si, pour régler votre différend, une juridiction doit être saisie ou si vous êtes cité en justice, vous disposez du libre choix votre avocat. Vous devez nous communiquer ses coordonnées par écrit.

Toutefois, devant les juridictions françaises, si vous préférez que nous vous mettions en relation avec l'un de nos avocats partenaires, il vous suffit de nous en faire la demande par écrit.

Nous vous recommandons de recueillir notre accord écrit préalable avant de saisir votre avocat. **En effet, ne seront pas pris en charge les frais et honoraires de votre conseil pour les interventions qu'il aura effectuées avant votre déclaration de sinistre** sauf si vous êtes en mesure de justifier d'une situation d'urgence avérée.

3.3 - Modalités de prise en charge financière

3.3.1 - Honoraires

Sont pris en charge les honoraires d'un seul avocat par instance dans les conditions définies par le tableau figurant dans l'annexe « Tableau des seuils et plafonds des garanties Protection Juridique ».

3.3.2 - Prestations exclues

Sont toujours exclus :

- **Les frais engagés sans notre accord écrit préalable sauf si vous pouvez justifier d'une situation d'urgence avérée,**
- **Les dépens, y compris les dépens irrépétibles que le Tribunal estimera équitable de mettre à votre charge,**

- Les honoraires de consultation sauf ce qui est dit au chapitre 5.1 Arbitrage,
- Les honoraires de résultat que vous aurez accepté d'acquitter,
- Les frais de déplacement engagés par votre avocat pour vous représenter devant une juridiction du ressort d'une Cour d'Appel autre que celle dont dépend l'Ordre de cet avocat,
- Les consignations pénales, les cautions,
- Les sommes auxquelles vous pouvez être condamné si la juridiction ne vous donne pas gain de cause : indemnités accordées au tiers, frais de procédure exposés par le tiers, amendes, frais et honoraires de l'avocat adverse,
- Les sommes que vous avez acceptées de régler au tiers dans le cadre d'une transaction amiable,
- La taxe à la valeur ajoutée si vous étiez assujetti au moment des faits qui sont à l'origine du litige,
- Les émoluments des notaires chargés de rédiger actes et contrats,
- Les frais d'experts chargés de déterminer les actifs,
- Les actes de partage ou de dévolution successorale,
- Les frais d'huissiers chargés de signifier les actes ou jugements,
- Les frais fiscaux et les frais de publicité.

3.3.3 - Divergence d'opinion

3.3.3.1 - Arbitrage

En cas de désaccord entre vous et nous au sujet des mesures à prendre pour régler un différend, sur l'opportunité de transiger, d'engager ou de poursuivre une action judiciaire, il est fait application de la procédure prévue par l'article L 127-4 du Code des Assurances, à savoir :

- La difficulté qui en résulte peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne (arbitre) désignée d'un commun accord entre vous et nous ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.
- Les frais exposés pour cet arbitrage sont à notre charge dans la limite de la garantie à moins que le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés, n'en décide autrement lorsque l'assuré y a recouru dans des conditions abusives.
- Vous pouvez également désigner seul la tierce personne à consulter sous réserve que cette dernière soit habilitée à donner des conseils juridiques. Nous nous engageons à accepter, si vous en êtes d'accord, la solution retenue par cette tierce personne sur les mesures à prendre pour régler le litige. Les frais et honoraires de cette tierce personne seront pris en charge dans les conditions définies par le tableau figurant dans l'annexe « Tableau des seuils et plafonds des garanties Protection Juridique ».

3.3.3.2 - Conflit d'intérêts

En cas de survenance d'un conflit d'intérêts entre vous et un autre assuré, vous avez la liberté de choisir un avocat ou une personne qualifiée pour vous assister (article L 127-3 du Code des Assurances). Les frais et honoraires de cette tierce personne seront pris en charge dans les conditions définies par le tableau figurant dans l'annexe « Tableau des seuils et plafonds des garanties Protection Juridique ».

3.3.3.3 - Réclamation et médiation

Votre premier contact : Service Gestion MADP ASSURANCES.

En cas de réclamation concernant le contrat d'assurance, l'Assuré est invité à prendre contact avec le Service Gestion de MADP ASSURANCES, 44 avenue George V – TSA 10105 – 75802 PARIS Cedex 08 – téléphone 01 53 20 17 00 – email : courrier@madpassurance.fr

Votre deuxième contact : Service Réclamation MADP ASSURANCES.

Si un désaccord persiste, l'Assuré peut intervenir auprès du Service Réclamation MADP ASSURANCES, 44 avenue George V – TSA 10105 – 75802 PARIS Cedex 08 – téléphone 01 53 20 17 00 – email : courrier@madpassurance.fr

Après épuisement des procédures internes : le Médiateur de la FFA.

Le Médiateur de la FFA (Fédération Française de l'Assurance) peut être saisi, après épuisement des procédures internes. Seuls les litiges concernant les particuliers sont de la compétence du Médiateur de la FFA. Le Médiateur de la FFA ne peut être saisi si une action contentieuse a été engagée.

Par courrier : Le Médiateur de l'assurance – TSA 50110 – 75441 PARIS Cedex 09.

Par voie électronique : <http://www.mediation-assurance.org>

3.3.4 - Subrogation

Vous nous accordez contractuellement le droit de récupérer en vos lieu et place auprès des tiers, les frais réglés au cours de la procédure judiciaire : frais d'avocat, frais d'huissier, frais d'expertise judiciaire (article L 121-12 du Code des Assurances).

De la même façon, nous récupérerons auprès des tiers, l'indemnité visant à compenser les honoraires réglés à votre avocat (article 700 du Code de Procédure Civile, article 475-1 du Code de Procédure Pénale ou article L 761-1 du Code de Justice Administrative ou leurs équivalents à l'étranger).

Si vous avez payé personnellement les honoraires de votre avocat ou supporté les frais, l'indemnité visée ci-dessus vous revient prioritairement à hauteur de votre règlement.

Si la juridiction choisie ne vous donne pas gain de cause, nous conservons à notre charge les frais et honoraires que nous avons réglés à votre avocat, votre huissier ou à l'expert judiciaire.

3.3.5 - Informatique et liberté

En application de la loi informatique et liberté n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n° 2018-493 relative à la protection des données personnelles, l'assuré dispose d'un droit de décider et de contrôler les usages qui sont faits par MADP ASSURANCES des données à caractère personnel le concernant dans les conditions fixées par les présentes lois.

Ces données sont collectées par MADP ASSURANCES en sa qualité de responsable de traitement afin d'alimenter sa stratégie marketing et gérer le cycle de vie du contrat entre ce dernier et le client. Ces données sont conservées pour une durée de 3 ans à compter de la date de résiliation de la relation (ou 5 ans en cas de sinistres). Elles pourront être communiquées aux intermédiaires d'assurance, ou aux réassureurs et collaborateurs techniques dans le cadre de la réalisation de leurs opérations.

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, l'assuré dispose sur ses données personnelles les droits suivants :

- D'accès aux informations vous concernant dont nous disposons,
- D'opposition à leur traitement, dès lors qu'il ne s'agit pas de données obligatoires, indispensables à l'exécution du contrat,
- De rectification, le cas échéant, en cas d'erreur,
- A l'effacement et à l'oubli dès lors que vos données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ou lorsque votre consentement a été

exclusivement requis pour le traitement et que vous le retirez (en cas de prospection commerciale par voie électronique par exemple),

- De portabilité sur les données que vous avez personnellement fournies et dont le traitement a pour base juridique, soit le consentement, soit l'exécution d'un contrat, soit l'exécution des mesures précontractuelles).

Vous pouvez exercer l'ensemble de ces droits (en justifiant de votre identité) par email adressé à dpo@madpassurances.fr ou par courrier simple envoyé à MADP ASSURANCES – Délégué à la Protection des Données - 44 avenue George V – TSA 10105 – 75802 PARIS Cedex 08.

Pour mieux connaître vos droits, rendez-vous sur le site de la CNIL (www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits).

L'Assuré peut prendre connaissance de la Politique de Protection des Données de MADP ASSURANCES sur le site internet <https://www.madp.fr/conformite> ou demander que le document lui soit envoyé à l'adresse email qu'il nous indiquera.

4. VIE DU CONTRAT

4.1 - Article 1 – La naissance, la durée de votre contrat

4.1.1 - Date d'effet

Le contrat est conclu dès sa signature par vous et par nous. Il produit ses effets à la date indiquée aux Conditions Particulières et au plus tôt après paiement de la première cotisation. Les mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

4.1.2 - Durée

Sauf indications contraires aux Conditions Particulières, le contrat est conclu pour la durée comprise entre sa date d'effet et la première échéance annuelle qui suit. A son expiration, il est reconduit automatiquement d'année en année sauf si vous ou nous décidons d'y mettre fin en le résiliant.

4.2 - Article 2 – Les possibilités de mettre fin à votre contrat

Le contrat peut être résilié :

4.2.1 - Par vous et par nous :

- 1) Chaque année à l'échéance annuelle dès lors qu'il a au moins un an d'existence moyennant un préavis de trois mois au moins.
- 2) Dans les trois mois suivant la date de survenance d'un des événements suivants (article L 113-16 du Code des Assurances) : changement de domicile, changement de situation matrimoniale, changement de régime matrimonial, changement de profession, cessation définitive d'activité professionnelle ou retraite professionnelle, lorsque le contrat d'assurance a pour objet la garantie de risques en relation avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la nouvelle situation. La demande de résiliation du contrat doit être faite par lettre ou tout autre support durable si elle émane de vous et par lettre recommandée avec demande d'avis de réception si elle émane de nous. La résiliation prend effet un mois après la réception de la lettre recommandée (articles R 113-6 à R 113-9 du Code des Assurances).

4.2.2 - Par vous :

- 1) En cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans le contrat si nous ne consentons pas la diminution de cotisation correspondante (article L 113-7 du Code des Assurances).
- 2) En cas de résiliation par nous d'un autre de vos contrats après sinistre, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la résiliation de la police sinistrée (article R 113-10 du Code des Assurances).
- 3) Au cas où nous vous aurions informé, conformément aux dispositions relatives à l'actualisation des cotisations, d'une majoration des bases de calcul de la cotisation du contrat pour des motifs de caractère technique (autres que la variation de votre chiffre d'affaires ou celle découlant du jeu des indices), la demande de résiliation devant être formulée dans les quinze jours suivant celui où vous avez eu connaissance de cette majoration. Cette résiliation prend effet un mois après que nous en ayons reçu notification et vous devez alors nous régler une portion de prime calculée sur les bases de la cotisation précédente pour la période comprise entre la dernière échéance et la date d'effet de la résiliation.

4.2.3 - Par nous :

- 1) En cas de non-paiement des cotisations exigibles (article L 113-3 du Code des Assurances).

- 2) En cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code des Assurances). La résiliation prend effet 10 jours après sa notification. En cas de notification par lettre recommandée, le délai est décompté à partir de la date d'envoi de la lettre, le cachet de la poste faisant foi.
- 3) En cas d'omission ou d'inexactitude dans vos déclarations à la souscription ou en cours de contrat (articles L 113-8 et L 113-9 du Code des Assurances). La résiliation prend effet 10 jours après sa notification. En cas de notification par lettre recommandée, le délai est décompté à partir de la date d'envoi de la lettre, le cachet de la poste faisant foi.
- 4) Après sinistre : vous avez alors droit de mettre fin aux autres contrats que vous avez souscrits auprès de nous (article R 113-10 du Code des Assurances).

4.2.4 - Par les parties concernées :

Par l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire ou le liquidateur en cas de redressement ou de liquidation judiciaire (article L 113-6 du Code des Assurances).

4.2.5 - De plein droit :

- 1) En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti (article L 121-9 du Code des Assurances).
- 2) En cas de retrait de l'agrément de notre Société (article R 326-1 du Code des Assurances).
- 3) En cas de réquisition de propriété de la chose assurée dans les cas et dispositions prévus par la législation en vigueur.

4.3 - Article 3 – Les modalités de résiliation de votre contrat

4.3.1 - Formalisation de la décision de résilier

Conformément aux nouvelles dispositions de l'article L113-14 du code des assurances, lorsque l'assuré a le droit de résilier le contrat, la notification de la résiliation peut être effectuée, au choix de l'assuré :

- Soit par lettre ou tout autre support durable ;
- Soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
- Soit par acte extra-judiciaire ;
- Soit, lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication ;
- Soit par tout autre moyen prévu par le contrat.

Sont exclus les SMS, les posts sur les réseaux sociaux (y compris en messagerie privée) et les demandes par Chat.

4.3.2 - Remboursement de la cotisation – Indemnité de résiliation

Si le contrat prend fin au cours d'une période d'assurance, la portion de cotisation afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation ne nous est pas acquise et vous est donc remboursée si elle a été perçue d'avance.

Toutefois en cas de résiliation par nous pour non-paiement des cotisations, nous avons droit, à titre de cotisation et d'indemnité, à toutes les cotisations échues.

4.4 - Article 4 – Transfert de propriété

En cas de transfert de propriété par suite de décès, de vente ou de donation des biens assurés, la garantie couvrant ceux-ci continue au profit de l'héritier ou de l'acquéreur.

Vous devez nous informer par lettre recommandée de la date du transfert et des nom et adresse de l'acquéreur.

L'héritier ou l'acquéreur aura la possibilité de mettre fin aux garanties ainsi transférées. Nous pouvons également mettre fin aux garanties dans un délai de trois mois à compter de la date où nous aurons eu connaissance du transfert de propriété.

En cas d'aliénation (vente ou donation), vous restez tenu de nous régler les cotisations échues avant la date d'aliénation ainsi que celles échues après cette date, mais avant le moment où vous nous en aurez informés par lettre recommandée.

4.5 - Article 5 – Prescription

Il ne sera plus possible, ni à vous ni à nous, de nous prévaloir de ce contrat pour exercer nos droits respectifs passé un délai de deux années après qu'ait eu lieu l'événement qui a donné naissance à ces droits (Art. L 114-1 et suivants du code des assurances).

La prescription est l'extinction d'un droit après un délai prévu par la loi. Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites dans les délais et termes des articles suivants du Code des assurances :

Article L. 114-1

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- 1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- 2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Adhérent contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Adhérent ou a été indemnisé par ce dernier.

Article L. 114-2

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L. 114-3

Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Causes ordinaires d'interruption.

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription visées à l'article L. 114-2 précité sont celles prévues selon les termes et conditions des articles suivants du Code civil :

Article 2240 du Code civil

La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription.

Article 2241 du Code civil

La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion. Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Article 2242 du Code civil

L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

Article 2243 du Code civil

L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

Article 2244 du Code civil

Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée.

Article 2245 du Code civil

L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Article 2246 du Code civil

L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

Article 2254 du Code civil

La durée de la prescription peut être abrégée ou allongée par accord des parties. Elle ne peut toutefois être réduite à moins d'un an ni étendue à plus de dix ans.

Les parties peuvent également, d'un commun accord, ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de la prescription prévues par la loi.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables aux actions en paiement ou en répétition des salaires, arrérages de rente, pensions alimentaires, loyers, fermages, charges locatives, intérêts des sommes prêtées et, généralement, aux actions en paiement de tout ce qui est payable par années ou à des termes périodiques plus courts.

4.6 - Article 6 – La situation géographique de vos garanties

Vous êtes garanti pour les sinistres qui surviendraient au lieu indiqué aux Conditions Particulières et pour les litiges en France et dans les pays de la Communauté Européenne.

Sont exclus tous litiges relevant de la compétence territoriale des Tribunaux des Etats-Unis ou du Canada.

En cas de transfert des risques à un autre lieu que celui qui est indiqué aux Conditions Particulières, vous devez nous en faire la déclaration.

4.7 - Article 7 – Vos déclarations à la souscription et en cours de contrat

4.7.1 - Lors de la souscription du contrat

Vous devez répondre exactement aux questions posées par nous, notamment dans le formulaire de déclaration du risque (proposition) par lequel nous vous interrogeons sur les circonstances qui sont de nature à nous faire apprécier les risques que nous prenons en charge.

Vous devez également nous déclarer les contrats dont vous êtes titulaire et qui portent sur les mêmes risques.

4.7.2 - En cours de contrat

EN CAS DE CHANGEMENT concernant vous-même, les assurés ou vos biens, vous devez nous déclarer, vous, ou l'une des personnes assurées si cela ne vous est pas possible, par lettre recommandée ou verbalement (au siège de notre Société contre récépissé), toutes les modifications affectant, même à titre temporaire, les déclarations faites sur la proposition ou mentionnées aux Conditions Particulières et qui ont servi de base à l'établissement du contrat et au calcul de la cotisation.

Si vous avez connaissance d'une modification :

- vous devez nous la signaler avant sa réalisation, si elle est effectuée par vos soins ou sur votre initiative,
- vous devez nous la signaler dans les quinze jours après que vous en ayez eu connaissance, si elle résulte d'un fait extérieur.

Si cette modification constitue une aggravation telle que, si le nouvel état de chose avait existé lors de la souscription, nous n'aurions pas contracté ou nous ne l'aurions fait que moyennant une cotisation plus élevée, nous pouvons alors, soit mettre fin au contrat moyennant un préavis de dix jours par lettre recommandée, soit proposer une nouvelle cotisation. Si vous n'acceptez pas cette nouvelle cotisation, nous pouvons mettre fin au contrat dans un délai de trente jours (Art. L 113-4 du Code).

A l'inverse, en cas de diminution du risque, nous vous proposons une diminution de votre cotisation.

4.7.3 - Autres assurances

Si les risques garantis par votre contrat sont ou viennent à être couverts par d'autres assurances, vous devez nous en faire part immédiatement (Art. L 121-4 du Code), sinon vous vous exposeriez aux sanctions prévues par l'article L 121-3 alinéa 1 du Code (nullité du contrat et versement de dommages et intérêts).

Chacune de ces assurances produit ses effets dans les limites des garanties du contrat, quelle que soit la date à laquelle elle a été souscrite : vous pouvez obtenir l'indemnisation de vos dommages en vous adressant à l'assureur de votre choix.

4.7.4 - Absences ou déclarations erronées – les conséquences

Sanction :

Pour toute réticence ou fausse déclaration faite à la souscription ou en cours de contrat, le Code nous autorise à vous opposer les sanctions suivantes :

- Résiliation du contrat sans indemnité ;

- Nullité du contrat si le fait est intentionnel (article L 113.8 du Code)
- Réduction de l'indemnité si le fait n'est pas intentionnel (article L 113.9 du Code)

4.8 - Article 8 – Votre cotisation : modalités de paiement

Les cotisations nettes ou, en cas de fractionnement, les fractions de cotisation et les accessoires ainsi que les impôts et taxes sur les cotisations dont la récupération n'est pas interdite, sont payables d'avance aux dates d'échéance indiquées aux Conditions Particulières.

Le lieu de paiement est le siège de notre Société. Toutefois, si vous en faites la demande, les cotisations peuvent être payables à votre domicile ou en tout autre lieu si, par suite d'infirmité ou de vieillesse, vous n'êtes pas en mesure de vous déplacer ou si vous habitez à plus de trois kilomètres d'une recette postale.

A défaut de paiement d'une cotisation (ou d'une fraction de cotisation) dans les dix jours de son échéance, nous pouvons, indépendamment de notre droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, par lettre recommandée valant mise en demeure, adressée à votre dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou de sa remise à vous-même si vous êtes domicilié hors de la France Métropolitaine).

Les frais de mise en demeure seront à votre charge pour une somme égale à 35 €.

En cas de fractionnement de la cotisation la suspension pour non-paiement d'une des fractions produit ses effets jusqu'à l'expiration de la période annuelle considérée et les autres fractions de la cotisation relative à cette période restent exigibles.

Nous pouvons résilier le contrat dix jours après le délai de trente jours ci-dessus par notification faite, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit dans une nouvelle lettre recommandée.

Le paiement tardif de la cotisation ne peut remettre en vigueur un contrat résilié, sauf accord entre vous et nous entériné par la signature d'un avenant.

Les frais de recouvrement contentieux des cotisations ou fractions de cotisations non réglées dans les délais seront à votre charge pour un montant égal à 20 % de la cotisation à recouvrer.

4.9 - Article 9 – L'actualisation des garanties et des cotisations de votre contrat

4.9.1 - Indexation

Pour permettre cette actualisation, vos garanties et cotisations sont réévaluées dans la même proportion que l'indice. La valeur initiale de ces montants est modifiée à compter de chaque échéance annuelle, proportionnellement à la variation constatée entre la valeur de l'indice (dite « indice de base ») indiquée aux Conditions Particulières, et la valeur du même indice (dite « indice d'échéance ») indiquée sur l'avis d'échéance.

4.9.2 - Actualisation technique des bases de cotisation

Outre l'actualisation qui découle de l'indexation, les bases de calcul de la cotisation peuvent être modifiées par nous à compter de la première échéance annuelle qui suit une période annuelle entière après votre adhésion, pour des motifs à caractère technique.

S'il en résulte une augmentation de votre cotisation, en dehors d'augmentations liées à des taxes ou des contributions obligatoires et de l'indexation liée à la variation de l'indice, vous en serez avisé par lettre et / ou mentions portées sur l'avis d'échéance et vous pourrez résilier le contrat dans les conditions prévues au chapitre 4.2.2.

